



Le contexte

Le 14 octobre prochain, nous sommes appelé(e)s à nous rendre aux urnes, afin d'élire les représentant(e)s à la commune et à la province.

Même si toute une série de décisions primordiales pour les citoyens se prennent au niveau national ou européen, les élections communales restent importantes, car de nombreuses questions sont traitées et gérées au niveau local.

Il en va ainsi de la politique du logement, des transports et des emplois publics, de l'aide sociale, de la santé, de la fiscalité communale, de l'environnement, de l'accueil des migrants, etc.

Ces élections interviennent dans le contexte d'une crise systémique du capitalisme mondial. Une crise non seulement économique et sociale mais aussi politique, écologique, alimentaire, culturelle. Loin d'être conjoncturelle et passagère, cette crise traduit l'épuisement historique d'un mode de production basé sur la course au profit. Le capitalisme cherche à se relancer à moindre prix en continuant à utiliser en priorité des énergies fossiles (qui modifient dangereusement le climat de la Terre), en réduisant les salaires et en accumulant les dettes.

Cela ne marche pas - plus de trente années d'austérité néolibérale et injuste n'ont pas suffi à relancer la machine- mais le système n'a pas d'autre solution que de s'acharner dans cette voie antisociale, tout en fonçant vers la catastrophe écologique. Pour ce faire, il s'en prend de plus en plus directement aux libertés démocratiques, aux droits des femmes et recourt de façon croissante à la désignation de boucs émissaires (les immigrés, les personnes d'origine étrangère, en particulier les musulmans), afin de diviser les exploité-e-s et les opprimé-e-s. Cette politique fait le jeu de l'extrême-droite, y compris des néonazis les plus abjects. Les guerres locales se multiplient et pourraient finir par embraser la planète, car la guerre est en

définitive l'ultime moyen dont le capital dispose pour résoudre le problème de la surproduction.

En Belgique, comme ailleurs, les gouvernements, au niveau fédéral et régional, s'inscrivent dans ce cadre: réduction des budgets, coupes drastiques dans les dépenses sociales, détérioration et privatisation de services publics, endettement public, découlant des plantureux cadeaux offerts aux grands groupes economico-financiers et aux familles les plus riches, augmentation de la précarité et de l'exclusion sociale, avec des attaques contre les chômeurs, les plus dures, depuis le pacte social d'après-guerre... Et cette politique d'austérité, qui se répercute au niveau communal, les gouvernants sont bien décidés à la poursuivre, plongeant ainsi la population dans une régression sociale de plus en plus grande.

Au niveau communal également, les partis traditionnels, là où ils exercent le pouvoir, ont démontré leur absence de volonté politique à mener une politique basée prioritairement sur la satisfaction des besoins et des aspirations de la grande majorité de la population. C'est le cas aussi de la social-démocratie et des Verts, qui se sont transformés en gestionnaires du capitalisme et ne présentent plus aucune alternative de société.

C'est pourquoi, faire entendre, dans les conseils communaux et provinciaux, des voix réellement de gauche, relayant les besoins et les revendications de la majorité de la population, peut être d'une grande aide pour les mouvements sociaux, pour tous ceux et celles qui s'opposent à l'austérité, imposée par un capitalisme en crise, à la destruction écologique, aux attaques contre les droits démocratiques.

Des voix qui ne se contentent pas de s'opposer à une nouvelle vague de restrictions et de privatisations, mais qui se prononcent aussi pour un vaste refinancement des villes et des communes, en prenant l'argent là où il est, au niveau national et local.

Des voix qui se prononcent en faveur d'une annulation de la dette et refusent que les communes paient la facture des banquiers.

Des élus vraiment de gauche dans les conseils communaux peuvent aussi aider à donner une vraie implantation locale à la gauche de gauche, dans les quartiers et les entreprises, ce qui ne peut que renforcer la résistance sociale.

Nous pensons que cela n'est possible qu'avec des élus qui soient clairement indépendants des partis traditionnels, partis qui participent au pouvoir à l'un ou l'autre niveau.

Cela vaut non seulement pour le PS et le sp.a, mais aussi pour Ecolo, qui participe aux gouvernement à la Région de Bruxelles et en Wallonie, et pour Groen qui est au pouvoir à la Région de Bruxelles, mais aussi dans différentes villes flamandes: à Malines avec le VLD (où les deux partis reconduisent leur cartel), à Gand où le cartel sp.a-Groen veut diriger la ville avec les libéraux.

Une voix pour les listes anticapitalistes et antinéo-libérales indépendantes, qui s'opposent clairement à la politique d'austérité est donc le meilleur choix.

Hélas, la gauche anticapitaliste aborde, une fois de plus, ces élections en ordre dispersé.

Le PTB était prêt, en différents endroits, à accueillir sur ses listes des candidat-e-s d'autres organisations, en leur laissant la possibilité de mener leur propre campagne, mais n'était pas disposé à accepter des formes de collaboration plus poussées. C'est ainsi que les négociations pour la formation d'un cartel entre Rood ! et le PTB à Anvers n'ont malheureusement pas pu aboutir.

En tant que la plus grande et la plus connue des organisations de la gauche radicale, le PTB est potentiellement le mieux placé pour débloquer la situation, mais refuse de changer de cap pour travailler à construire un nouveau mouvement politique anticapitaliste plus large, en collaboration avec d'autres forces de la gauche radicale et avec des militants sociaux et syndicaux, qui ne sont pas encore actifs sur le terrain politique.

D'autres organisations plus petites de la gauche radicale (PSL, PC et d'autres) ont formé, en différents endroits, des "listes unitaires", parfois appelées "front de gauche". Ces listes semblent en réalité plutôt destinées à tenter de grappiller un tout petit peu des succès relatifs, de Syriza en Grèce ou du Front de Gauche en France, qu'à ouvrir vraiment la voie d'une véritable collaboration à gauche de la social démocratie et des Verts.

Quand on examine les programmes de la plupart des listes à gauche du PS et d'Ecolo, on constate qu'il y a peu de divergences fondamentales: elles rejettent la politique d'austérité et ses conséquences locales et avancent des propositions en faveur d'une politique plus sociale, sur le logement, les transports, la santé, l'aide sociale, l'emploi, l'accueil de l'enfance, etc.

Sur le plan des revendications écologiques, notamment face à la crise climatique, la conscience n'est malheureusement pas toujours aussi élevée, mais il y a néanmoins de nets progrès. Par contre, les revendications et aspirations féministes restent fort peu développées, voire carrément absentes, chez la plupart des listes de gauche radicale.

Hélas, les campagnes de Rood! en Flandre et du PTB en général attachent peu d'importance à la lutte contre le racisme montant, à la discrimination et à l'islamophobie (qui s'exprime notamment dans l'interdiction du foulard), ou à la politique toujours plus répressive en matière d'asile. De nombreux activistes, sur ces listes, ont pourtant collaboré à des actions sur ces terrains, ces dernières années. Selon nous, la crainte d'effrayer une partie des électeurs "blancs" ne peut pas amener la gauche de gauche à se taire sur ces sujets ou à faire des concessions!

Il ne semble donc pas que la division persistante de la gauche, dans ces élections, soit le résultat de grands désaccords programmatiques ou de discussions sur "les points et les virgules".

Ce qui est en jeu, c'est la volonté de s'imposer, coûte que coûte, comme l'axe autour duquel un nouveau parti anticapitaliste ou antinéolibéral pourrait se former.

Le PTB est le plus clair dans cette volonté, mais plusieurs autres organisations, qui ont pourtant beaucoup moins de poids pour réaliser cette ambition, développent la même attitude.

Pour qui voter?

En Flandre

En Flandre, notre organisation, le SAP, soutient les listes de Rood! à Anvers et à Gand. A Anvers, notre camarade Peter Veltmans est 7e candidat sur la liste de Rood!, pour le conseil communal. A Gand, Vincent Godderis occupe également la 7e place! Ils méritent bien les voix de préférence des électeurs-trices!

Ailleurs en Flandre, il y a des listes de gauche locales à Edegem (DemocratiEdegem), Herzele (Leef!) et Zottegem (Leef!), des listes Rood! à Niel et Ostende, et un certain nombre de candidat-e-s anticapitalistes sur d'autres listes. Le PTB dépose des listes PTB+ dans toute une série de communes. Nous appelons à voter pour ces listes.

Pour le conseil provincial, nous appelons à voter Rood! ou PTB+.

En Wallonie

A Anderlues, notre camarade Freddy Dewille, conseiller communal depuis plus de douze ans, est à nouveau tête de liste du groupe Gauche, qui a déposé une liste complète. Nous espérons évidemment qu'il sera réélu et pourra poursuivre son opposition de gauche, antinéolibérale et anticapitaliste, face à la majorité PS.

Ailleurs, nous appelons à voter là où elles existent pour des listes, qui se positionnent clairement à gauche du PS et d'ECOLO: nous appelons à voter pour VEGA, Front de-s Gauches, PTB...

Bruxelles

A Bruxelles, nous appelons de même à voter pour des listes clairement à gauche du PS et

d'ECOLO: Gauches Communes, PTB, EGALITE,...

Et là où il n'y a pas de listes indépendantes de gauche?

Dans quantité de communes il n'est malheureusement pas possible de voter pour des listes à gauche de la social-démocratie et des verts. La LCR n'appelle pas à l'abstention ou au vote nul. Si des candidat-e-s de gauche critiques et indépendant-e-s, des syndicalistes qui ont fait leurs preuves dans les luttes sociales, sont présent-e-s sur les listes du PS ou d'ECOLO, nous appelons à voter pour eux/elles.

Après les élections

Nous espérons évidemment qu'un maximum de candidat-e-s de gauche soient élu-es dans les conseils communaux et provinciaux. Ils et elles pourront jouer un rôle positif important, dans la prochaine période, donner une voix locale à la résistance contre l'austérité et en faveur d'une autre politique – démocratique, sociale, féministe, écologique, antiraciste.

Cependant, la lutte ne passe pas, avant tout, par les institutions. Le travail dans un conseil communal et les actions locales, tout importants qu'ils soient et même s'ils sont menés de façon imaginative, ne peuvent déboucher que sur des résultats limités. Ils doivent être vus dans le cadre d'une politique globale, pour imposer une alternative, aux niveaux national et international (à commencer par le plan européen).

Après le 14 octobre, le défi sera de construire un mouvement politique large et clairement anticapitaliste, pour soutenir et propager la résistance partout – dans la rue, dans les entreprises et dans les institutions de l'Etat bourgeois. Construire un tel mouvement implique de faire des progrès sérieux dans la collaboration et l'unité entre les organisations et les partis, qui luttent contre le capitalisme en crise. Ce sont surtout le PTB et Rood! (qui dit depuis sa fondation vouloir contribuer à un parti politique plus large), qui portent ici une grande responsabilité.

Mais le plus important est que les milliers de syndicalistes et de militants d'autres mouvements

La LCR et les élections communales du 14 octobre 2012

Écrit par LCR

Lundi, 01 Octobre 2012 11:32 - Mis à jour Lundi, 01 Octobre 2012 14:50

sociaux, notamment les militants radicaux sur la question environnementale, tout ceux et celles qui luttent pour la justice fiscale et sociale, prennent leur sort en mains et soutiennent eux-mêmes des initiatives, y compris sur le terrain politique. C'est seulement avec leur investissement que nous pourrons, en Belgique comme dans d'autres pays, mettre sur pied un nouveau parti de gauche, avec une influence de masse. La LCR est prête à soutenir toute initiative sérieuse dans ce sens!